**Modèle**

**ARRÊTÉ DE NOMINATION DU COORDONNATEUR COMMUNAL**

Le Maire (le président) de .............................................................................

**VU** le Code général des collectivités locales,

**VU** la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l’obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

**VU** la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l’informatique, les fichiers et les libertés,

**VU** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment son titre V, articles 156 à 158,

**VU** le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 définissant les modalités d’application du titre V de la loi   
n° 2002-276,

**VU** le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 fixant l’année de recensement pour chaque commune,

**VU** l’arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

**VU** la délibération du Conseil municipal en date du ................................................,

ARRETE

**Article 1er :** M. ................................................................est désigné coordonnateur de l’enquête du recensement du ....................................... au ...................................... pour effectuer les opérations de recensement. Il est tenu d’assister aux séances de formation préalables aux opérations sur le terrain.

**Article 2ème :** Il sera chargé de :

- mettre en place l’organisation du recensement ;

- mettre en place la logistique ;

- organiser la campagne locale de communication ;

- assurer la formation de l’équipe communale ;

- assurer l’encadrement et le suivi des agents recenseurs.

Il sera l’interlocuteur privilégié de l’INSEE pendant la campagne de recensement.

**Article 3ème :** M. .............................................................. s’engage à ne transmettre à quiconque les informations qui seront mises à sa disposition ou qui viendront à sa connaissance dans le cadre de ses activités relatives au recensement général de la population de ........., ni à en faire état, même après sa cessation de fonctions.

**Article 4ème :** M. ............................................................... déclare avoir pris connaissance de ce que toute infraction à l’engagement mentionné ci-dessus l’expose à des poursuites d’ordre pénal et à des poursuites en responsabilité civile, avec toutes les conséquences pécuniaires que cela comporte au titre des dommages causés.

**Article 5ème :** M. .............................................................. sera rémunéré selon les modalités définies par le conseil municipal dans la délibération du ........................ selon le statut du coordonnateur du recensement.

**Article 6ème :** M ………………………………………… est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’État et notifié aux agents.

Ampliation adressée :

- au Comptable de la collectivité

Fait à ...........................,

Le .................................

Prénom, nom et qualité du signataire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour

excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges dans

un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notification faite le ...................................

Signature de l’agent :